

Pour que le bill devienne recommandable, le taux devrait être de 5 p. 100 pour les compagnies et de 3 p. 100 pour les particuliers; on le rendrait ainsi un peu plus équitable et les contribuables seraient plus en mesure de payer. Dans son discours budgétaire du 3 juin dernier, le ministre a nié que la surtaxe ait visé à percevoir des revenus supplémentaires pour le gouvernement.

● (5.20 p.m.)

Puis-je citer la déclaration du ministre consignée au hansard du 3 juin dernier à la page 9417?

En proposant cela ce soir, je n'oublie pas que j'ai donné à entendre en octobre dernier que ces surtaxes ne s'appliqueraient que pendant le délai prévu, facteur dont il était tenu compte dans la série de mesures fiscales alors présentées. D'autre part, on comprendra sûrement qu'il nous faut aujourd'hui en prolonger l'application pour aider à stabiliser l'économie et non pas pour augmenter nos recettes.

En réalité, ce que dit le ministre, c'est qu'il n'a pas besoin d'argent. Il envisage d'encaisser 25 millions en 1969 et 105 millions en 1970, en tout 180 millions, dont il dit ne pas avoir besoin. Nous aimerions aider le ministre. Puisqu'il dit qu'il n'a pas besoin de cet argent et qu'il n'impose cette taxe que pour combattre l'inflation et aider à stabiliser l'économie, nous voulons l'aider en lui indiquant comment utiliser cet argent dont il n'a pas besoin.

Commençons par signaler un cas patent où il faut intervenir et rendre justice aux gens. Je songe aux producteurs de céréales. Au cours de la dernière campagne agricole. Ils ont exporté quelque 305 millions de boisseaux de céréales, auxquels il faut ajouter les 105 millions que nous avons consommés au pays, ce qui fait, au total, 455 millions de boisseaux. Si le ministre utilisait ces 180 millions de dollars supplémentaires provenant de la surtaxe pour offrir des versements d'appoint de 40c. le boisseau aux producteurs de céréales de l'Ouest du Canada, il s'apercevrait qu'il se servirait de l'argent qu'il prétend avoir en trop. Ces 40c. représentent la baisse de prix que le cultivateur a eu à subir durant la présente campagne agricole et les campagnes précédentes. Voilà qui serait une façon intelligente d'affecter des fonds dont nous n'avons pas besoin pour équilibrer le budget, selon le ministre. Je dis 40c. pour compenser la baisse de 20c. l'an dernier et de 20c. cette année-ci.

Si le bill est adopté, il touchera l'argent quand même. On doit sûrement pouvoir l'affecter à bon escient. J'ai proposé un verse-

ment d'appoint de 40c. le boisseau aux producteurs de céréales de l'Ouest du Canada. Mais si le ministre croit que ce n'est pas justifié, il peut toujours se servir de ces fonds pour augmenter la pension de vieillesse, celles des employés retraités de la Gendarmerie, du CN, de la Fonction publique et des forces armées, eux qui ont tous été traités misérablement par un gouvernement libéral chiche, qui se contente d'une aumône de \$1.60 par mois.

C'est sans plaisanterie que je propose ces mesures. Les députés de ce côté-ci de la Chambre ont soumis de telles propositions pendant des mois. Une proposition semblable a même été présentée par au moins un ministre en vue de pallier les difficultés de centaines de milliers de Canadiens tributaires de l'agriculture ou des pensions. Comme je l'ai dit, je ne plaisante pas, je présente ces propositions en tant que façon appropriée de dépenser ces 180 millions de dollars. Il restera encore au ministre des Finances (M. Benson) un excédent de 100 millions de dollars, si ses prévisions sont tant soit peu exactes.

Le ministre a bien précisé que le maintien de cette surtaxe avait pour but d'aider à combattre l'inflation et de contribuer à une stabilisation de l'économie. Mais comment une augmentation de taxe de ce genre—et j'appelle cela une augmentation, puisqu'elle devait être supprimée à la fin de cette année—comment peut-elle combattre l'inflation, alors qu'elle sera perçue en grande partie précisément de ceux qui n'y contribuent nullement? En réalité, la taxe frappera un grand nombre de citoyens qui comptent parmi les premières victimes de l'inflation.

Chacun doit naturellement se préoccuper de l'inflation, mais quand cela va jusqu'à maintenir dans la misère des centaines de milliers de Canadiens pendant que les sociétés privilégiées ont la vie belle, il est évident que le gouvernement est coupable de la pire espèce d'attitude négative qu'on associe aux partis de la vieille école. Autrement, pourquoi le gouvernement, dans sa lutte contre l'inflation, s'attaque-t-il à ceux mêmes qui n'y contribuent pas? Je songe au travailleur au revenu moyen ou faible, à l'agriculteur, au petit homme d'affaires et à leurs semblables qui sont victimes de l'inflation. Certes, le gouvernement en présentant une mesure de ce genre, attaque le problème de façon rétrograde. Pourquoi le gouvernement n'attaque-t-il pas l'inflation en frappant ceux qui la suscitent? Les restrictions imposées par le